

politique du parti conservateur quand il était au pouvoir, et je ne vois pas de raison qui pourrait empêcher le parti libéral d'en agir de même.

Mais j'y mets, cependant, cette réserve que la question d'aptitudes sera la première prise en considération. Comme membre individuel du parti libéral, et comme membre de ce gouvernement, c'est là la politique que j'entends suivre.

M. JABEL ROBINSON : Je crois qu'il serait temps d'en revenir à la question. Nous nous en sommes éloignés depuis 3 heures, quand nous avons commencé à causer politique. Et nous avons vu où cela pouvait nous mener. Nous avons lavé tout le linge sale du comté de Guysborough, et nous voilà engagés dans la même occupation au sujet de l'Intercolonial. Je crois qu'il serait temps d'en revenir à nos moutons, c'est-à-dire aux crédits qui nous ont été soumis.

L'honorable M. EMMERSON : Cela va nous être facile, maintenant que nous avons déchargé notre bile.

M. JABEL ROBINSON : On essaie de se débarrasser de vous ; et à moins que cela n'aille mieux, j'espère bien qu'on réussira. J'espère que vous allez annoncer aux employés de l'Intercolonial, non pas en pérorant dans cette Chambre, mais en faisant afficher des avis dans tous les ateliers et toutes les gares de ce chemin de fer, que tout employé qui fera son devoir n'a rien à craindre, mais qu'il sera congédié s'il se mêle activement de politique. Il doit importer fort peu que cet employé soit libéral ou conservateur, et il faut lui laisser toute latitude de voter pour qui bon lui semble. Si vous faites cela, le nom de Henry Emmer-son sera partout tenu en honneur. C'est là ce que nous vous demandons aujourd'hui. Nous voulons que vous mettiez en pratique les principes que vous invoquiez avec tant d'ardeur quand vous étiez dans l'opposition. Soyez donc fidèle à vos promesses, et donnez à vos employés tous leurs droits au lieu d'être continuellement à leur corner aux oreilles que s'ils ne votent pas de telle ou telle manière ils seront congédiés. Je suis réellement surpris, M. l'Orateur, des conditions qui existent là-bas. Je comprends maintenant comment il se fait que les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick voient leur population décroître d'année en année. Je ne resterais pas, pour ma part, dans une province où les citoyens sont ainsi baïllonnés, et où la vie devient intenable si on ne vote pas de telle ou telle manière. Que dira-t-on de nous dans cinquante ans d'ici ? On dira que nous nous conduisons comme des sauvages, en congédiant ainsi à tort et à travers tous ces employés. Voyons donc à traiter ces employés comme ils doivent l'être. Trêve de discours inutiles, et mettons-nous à l'œuvre. Si ces crédits sont tels qu'ils doivent être, votons-

les sans plus tarder, et cessons donc une bonne fois de nous enquerir de la couleur politique de tel ou tel employé, ainsi que de ce que l'un des deux partis politiques a pu faire il y a dix ans. Croit-on, vraiment, que le pays retire profit de ces sortes de discussions ? Croit-on, aussi, qu'il s'y intéresse ? Assurément, non. Ce que l'on veut c'est un gouvernement honnête, et on est en droit d'exiger cela de ces messieurs de la droite. On sait que je ne suis pas un partisan, et je dois dire que le pays commence à être dégoûté de l'esprit de parti qui semble être le grand mobile de cette Chambre. Quand on donnera au peuple l'occasion de manifester de nouveau sa volonté, je suis sûr qu'il enverra promener tous ces politiciens, à quel-que parti qu'ils appartiennent.

M. GANONG : Le ministre des Chemins de fer m'a pris particulièrement à partie, et il me faut lui répondre. Je ne me suis jamais exprimé à Moncton comme il le dit. La première fois que j'entendis parler de cela, dans ma circonscription, a été par l'honorable ministre lui-même et par M. Tweedie, de Milltown. Mais bien que la chose ait été réfutée souvent, l'honorable ministre ne s'en est pas moins servi pendant toute la campagne électorale et il est possible que cela lui ait été avantageux. Mais je tiens à dire, pour ce qui est du comté de Charlotte, que l'éloquence suave de l'honorable ministre n'a été pour rien dans sa victoire. C'était ici purement une question de sympathie. L'exp-remier ministre était un enfant de ce comté, et c'était aussi un bon conservateur ; on a fait vibrer le plus qu'on a pu cette corde sympathique, afin de rallier les votes conservateurs, et c'est à cela qu'il doit probablement sa victoire. Cependant, durant la dernière semaine, on fut pris de peur, et il fut résolu d'avoir recours aux grands moyens. Et c'est ainsi qu'on vit soudain s'abattre sur le comté toute une avalanche de beaux billets neufs de \$2. L'honorable ministre peut seul nous dire combien cette élection lui a coûté. Il avait établi ses quartiers-généraux en face du bureau de votation, et là, ciseaux en main, il s'occupait activement toute la journée à découper des billets de \$2, à même de grandes feuilles de billets venues telles quelles d'Ottawa. On a ainsi distribué des séries complètes, où les numéros se suivaient. L'honorable ministre sait que cela est parfaitement vrai, et on rapporte qu'en souvenir de cette élection il a depuis fait accrocher dans son salon une paire de mignons ciseaux dorés.

M. R. JOHNSTON : J'ai prêté beaucoup d'attention à ce débat, et j'avoue ne pas comprendre la situation où se trouve le ministre des Chemins de fer. Quand ces messieurs faisaient partie de l'opposition, ils s'indignaient de voir nommer des conservateurs aux emplois sur l'Intercolonial, et ils déclarèrent que si jamais ils arrivaient au pouvoir ils agiraient de telle sorte que les